

Contrats d'électricité à tarification dynamique

Date de la contribution : 15/09/2020

Introduction

La Commission de régulation de l'énergie souhaite recueillir le point de vue des acteurs de marché, notamment des fournisseurs et des consommateurs, sur les questions soulevées par le développement d'offres à tarification dynamique quant à l'objectif visé, la construction de ces offres et la bonne information des consommateurs. Vous trouverez ci-dessous les remarques du médiateur national de l'énergie.

* * *

La Commission de régulation de l'énergie indique dans sa consultation :

« Les offres à tarification dynamique réduisent les risques supportés par les fournisseurs en transférant le signal prix au consommateur » (page 7, point 2.5).

Se trouvent ainsi résumés tous les problèmes que posent ces offres appelées trompeusement « à tarification dynamique »^[1] : conçues pour avoir des bénéfices sur le système électrique, elles reposent en réalité sur un transfert du risque de marché des professionnels vers les consommateurs. Plus que d'offres « à tarification dynamique », il conviendrait d'être clair et de parler d'offres « à prix variable ».

Si le médiateur national de l'énergie n'entend pas décourager l'innovation, ni d'ailleurs les mécanismes incitatifs, il souhaite alerter sur les risques que représentent, pour les consommateurs, ces offres à prix variable, et donc sur la nécessité d'encadrer strictement ce type d'offres pour les protéger.

En effet, au vu des pratiques douteuses observées ces dernières années dans le domaine de l'énergie, avec notamment une intensification du démarchage et des fraudes, des abus sont à craindre. L'électricité étant un « *bien de première nécessité* » (article L.121-1 du code de l'énergie), il est de la responsabilité des pouvoirs publics de protéger les consommateurs qui ne sont pas des spécialistes de la question.

Le médiateur national de l'énergie considère que la réglementation devrait :

- Prévoir un mécanisme permettant de limiter les risques, à l'instar de ce qui existe pour les prêts à taux variable en matière immobilière, pour prémunir les consommateurs des hausses inattendues ou excessives, et limiter les risques de pertes ;
- Interdire le démarchage pour ce type d'offre, qu'il s'agisse de démarchage à domicile ou par téléphone ;
- Rendre obligatoire une mention, manuscrite et en toutes lettres, dans laquelle les consommateurs particuliers et petits professionnels déclareraient avoir pris connaissance des risques associés à ce type d'offres.

Le médiateur national de l'énergie souligne également qu'il lui paraît possible d'atteindre certains des objectifs attendus des « offres à tarification dynamique » à l'aide d'offres incitant les consommateurs à gérer leur consommation plus intelligemment et plus écologiquement, notamment en fonction du coût de l'énergie.

Certaines existent déjà, comme HC / HP, ou encore TEMPO, et elles incitent les consommateurs à moins consommer, avec des prix plus élevés lors de la pointe entre 19h et 21h.

^[1] L'article 111 de la directive 2019/944 prévoit que : « Les États membres veillent à ce que les clients finals qui sont équipés d'un compteur intelligent puissent demander à conclure un contrat d'électricité à tarification dynamique auprès d'au moins un fournisseur et auprès de chaque fournisseur qui a plus de 200 000 clients ».

finals (...) ». Un tel contrat est défini ainsi par la directive : « (...) un contrat de fourniture d'électricité conclu entre un fournisseur et un client final qui reflète les variations de prix sur les marchés au comptant, y compris les marchés journaliers et intra-journaliers, à des intervalles équivalant au moins à la fréquence du règlement du marché ».

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'objectif du développement des offres à tarification dynamique ?

La CRE fait le constat d'une transformation du système électrique européen, nécessitant une flexibilité accrue ; dans ce cadre, les offres à tarification dynamique pourraient « (...) permettre de transmettre aux consommateurs qui le souhaitent les signaux de prix de marché afin qu'ils puissent valoriser la flexibilité dont ils disposent ».

Le médiateur national de l'énergie souhaite rappeler les effets bénéfiques des offres déjà existantes (HC / HP et TEMPO), qui ont un effet mesurable sur la pointe de consommation, engendrent donc un recours moindre aux centrales fossiles et permettent d'éviter de consommer de l'électricité au moment où elle coûte le plus cher. Ces offres apparaissent insuffisamment mises en avant par les parties prenantes, alors même qu'elles concourent aux objectifs visés par les promoteurs des offres dites « à tarification dynamique ».

Question 2 : Partagez-vous l'analyse de la CRE quant à l'intérêt des offres à tarification dynamique pour les consommateurs et quant aux risques associés ?

Le médiateur national de l'énergie souhaite surtout insister sur les **risques** associés aux contrats de ce type, qui ne sont adaptés qu'à un public très averti, dans la mesure où le consommateur ne connaît pas à l'avance le prix de l'énergie qu'il va payer et que les évolutions de prix comportent des risques qui peuvent être très significatifs.

Des consommateurs qui souscriraient de telles offres pourraient se voir fortement pénalisés en cas d'évolution défavorable du marché. C'est d'ailleurs ce qu'exprime la CRE lorsqu'elle indique :

« Des offres qui répercuteraient au consommateur les variations des prix de marché correspondent à un transfert de risque du fournisseur vers le consommateur ; (...). Ce type d'offre n'est ainsi adapté qu'aux consommateurs, entreprises et particuliers, disposant de flexibilité dans leur consommation et acceptant de prendre le risque associé aux fluctuations de court terme des prix de gros de l'électricité » (pages 5-6, point 2.2).

Le médiateur national de l'énergie est très réservé sur une telle prise de risque par des consommateurs non professionnels qui ne seraient pas parfaitement au fait du fonctionnement du marché de l'énergie.

Question 3 : Comment informer le consommateur des risques associés à une offre à tarification dynamique ? Cette communication doit-elle prendre un format différent selon les catégories de consommateurs visées ?

Réponse commune aux questions 3 à 5

L'article 11, 2 de la directive 2019/944 dispose :

« Les États membres veillent à ce que les clients finals soient pleinement informés par les fournisseurs des opportunités, des coûts et des risques liés à un tel contrat d'électricité à tarification dynamique, et à ce que les fournisseurs soient tenus de fournir des informations aux clients finals à cet égard (...) »

L'article 11,3 prévoit quant à lui la chose suivante :

« 3. Les fournisseurs recueillent le consentement de chaque client final avant que celui-ci ne passe à un contrat d'électricité à tarification dynamique. ».

Ces textes imposent une **protection renforcée des consommateurs et des petits professionnels, tant au niveau de l'information préalable qu'au niveau du recueil du consentement.**

Dans le projet d'ordonnance de transposition de la directive 2019/944, à propos duquel la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) a consulté les parties prenantes durant l'été 2020, est prévue la création d'un nouvel alinéa à l'article L.224-3 du code de la consommation :

« Les offres à tarification dynamique définies à l'article L. 332-7 du code de l'énergie précisent, dans des termes clairs et compréhensibles, les informations fixées par arrêté du ministre chargé de la consommation sur proposition de la Commission de régulation de l'énergie ».

L'existence d'un arrêté serait une garantie pour les consommateurs, mais il conviendrait que la protection des consommateurs soit également encadrée strictement par la loi.

Le projet d'ordonnance de la DGEC prévoit par ailleurs que ne seraient pas applicables aux contrats à prix variable, les dispositions de l'article L.224-6 du code de la consommation, qui permet au consommateur qui emménage dans un site de demander à ce que le contrat conclu à distance commence avant la fin du délai de rétractation. Une telle disposition, qui serait positive, n'est toutefois pas suffisante.

En complément, le médiateur national de l'énergie considère que la réglementation devrait prévoir que ce type d'offre à prix variable ne peut faire l'objet d'aucun démarchage à domicile ou par téléphone ; un engagement manuscrit, en toutes lettres, serait un élément sécurisant supplémentaire, et devrait être obligatoire pour les consommateurs particuliers et petits professionnels. Le fait de souscrire à une offre à prix variable devrait par ailleurs être prohibé dans le cadre d'une offre liée.

Pour ce qui est des consommateurs professionnels, le médiateur national de l'énergie considère que la réglementation devrait interdire les frais de résiliation anticipée pour ce type d'offres.

Question 4 : Quelles pourraient être les modalités de recueil du consentement permettant de répondre aux exigences de la directive ?

Voir la réponse à la question 3

Question 5 : Avez-vous connaissance de systèmes équivalents de tarification dynamique dans d'autres secteurs dont il serait possible de s'inspirer ? (par exemple, l'encadrement de la vente de produits financiers) ?

Voir la réponse à la question 3

Question 6 : Pensez-vous qu'une offre qui varie selon quelques postes horosaisonniers peut être considérée comme une offre à tarification dynamique ?

Réponse commune aux questions 6 et 7

Selon la CRE, les offres de type HC / HP, ou TEMPO, ne répondraient pas aux dispositions de la directive (cf. l'analyse pages 6-7). Cette affirmation peut sans doute être soutenue d'un point de vue strictement financier, mais, étant incitatives, elles restent bénéfiques du point de vue du système électrique.

Si leurs mécanismes se recoupent en partie, leurs objectifs ne sont en réalité pas les mêmes : dans un cas, il s'agit de s'appuyer sur des mécanismes de marché, dans l'autre il s'agit de gérer intelligemment et écologiquement la consommation.

Question 7 : Pensez-vous que les offres intégrant des pointes mobiles peuvent-elles être considérées comme des offres à tarification dynamique ?

Voir la réponse à la question 6

Question 8 : Quelles caractéristiques devrait avoir une offre répondant à la définition de l'article 11 de la directive 2019/944 ?

Outre les caractéristiques prévues par la directive 2019/944, une offre à tarification dynamique devrait comporter des mécanismes de protection des consommateurs qui limitent les risques qu'ils prennent et attirer clairement leur attention sur ces risques.

Enfin, le droit de changer de fournisseur à tout moment devrait en tout état de cause être garanti et rappelé.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les offres utilisant une référence de prix de marché moyennée sur une période longue, par exemple mensuelle ?

Des offres de ce type existent déjà en France, à l'instar de celles proposées par le fournisseur MEGA ENERGIE, qui propose une offre d'électricité pour laquelle « *Le prix de l'électricité variable est indexé mensuellement sur la durée du contrat. Il est basé sur la moyenne arithmétique des cotations journalières Day Ahead EPEX Spot sur le marché français durant le mois de fourniture* », ainsi qu'une offre de gaz naturel pour laquelle « *Le prix HT du kWh appliqué est indexé sur l'évolution de l'indice PEG Powernext, un indice de référence sur le marché français du gaz naturel, publié mensuellement sous le titre de Monthly Index* ». Les fournisseurs DYNEFF et WEKIWI proposent également des offres de ce type.

De telles offres ne peuvent, à notre sens, être considérées comme étant « *à tarification dynamique* » : elles font reposer le risque sur le consommateur final, sans aucun bénéfice écologique dans la mesure où, comme le souligne la CRE, elles ne sont pas incitatives.

Il est à noter que les offres aujourd'hui existantes sont publiées sur le comparateur d'offres du médiateur national de l'énergie, dans la mesure où elles sont légales : le prix est déterminable, même s'il n'est pas connu au moment de la souscription. Le médiateur national de l'énergie considère qu'il conviendrait d'interdire cette pratique qui fait souscrire le consommateur à un montant qu'il ne connaît pas, sans pour autant l'inciter à gérer au mieux ses habitudes de consommation, ni lui garantir un meilleur prix.

Question 10 : Les offres à tarification dynamique doivent-elles reposer intégralement sur des prix de marché de court terme ?

Le médiateur national de l'énergie estime que les offres proposées doivent permettre de limiter les effets des variations de prix, les biens de première nécessité ne devant pas subir de volatilité excessive. Dans cette perspective, le « *panachage* » de la tarification peut constituer une alternative dans la mesure où cela permettrait de limiter les risques encourus.

Question 11 : Quelles difficultés les fournisseurs pourraient-ils rencontrer dans la construction d'offres de marché reflétant les variations des prix de marché de court terme ? Identifiez-vous des contraintes opérationnelles ?

Le médiateur national de l'énergie n'a pas d'observations à formuler sur cette série de questions.

Question 12 : Quel serait le temps nécessaire au développement et à la proposition de telles offres par les fournisseurs ?

Le médiateur national de l'énergie n'a pas d'observations à formuler sur cette série de questions.

Liste des pièces jointes à la contribution :

20200915-CRE_Consultation_contrats d'électricité à tarification dynamique VF.pdf